

COMPAGNONS DE LUTTES

SURVIE

Du 23 février au 7 avril, Survie Paris organisera des événements dont plusieurs tourneront autour du thème de la campagne 2010 : « libérons nous de 50 ans de Françafrique ».

Ainsi, jeudi 25 février, à 20 heures 30, la Compagnie A Bout Portant vous invite à venir assister à sa pièce « L'extraordinaire voyage d'un cascadeur en Françafrique ». Une discussion avec Survie Paris Ile-de-France est prévue avant la pièce. Rendez-vous à La Bellevilloise, 21 rue Boyer, 20^e, M^o Gambetta/ Ménéilmontant.

Info rés^o : La Bellevilloise (01 46 36 07 07, www.labellevilloise.com). Entrée libre.

Le 16 mars, journée littéraire à Sciences Po Paris avec Odile Tobner à 17 heures.

Retrouvez toutes les informations sur le site de Survie. (<http://survie.org/>)

SEMAINE ANTICOLONIALE

Le 19 février, soirée du Livre Anticolonial au Centre Culturel La Clef (21 rue de la Clef 75005 Paris).

Le 20 février est organisé une rencontre débat « identité nationale, identité coloniale ? » (à la salle Jean Dame 17 rue Léopold Bellan 75002 Paris) avec Eric Fassin, Esther Benbassa, Gilles Manceron, Oliver Lecour Grandmaison, Vincent Geisser, Louis-Georges Tin...

A VOIR

« Harragas » de Merzak Hallouache. Mostaganem, Hassan, un passeur, prépare en secret le départ illégal d'un groupe d'immigrants vers les côtes espagnoles. Dix « brûleurs » participent au voyage. Harragas est l'odyssée de ce groupe rêvant à l'Espagne, porte ouverte sur l'Eldorado européen. Ne ratez pas la sortie u film le 24 février.

A LIRE

Dans « Désobéissance civile et démocratie » Howard Zinn montre comment si ceux qui tiennent les rênes de la société se montrent capables de contrôler nos idées, ils sont assurés de rester au pouvoir. Nul besoin de soldats dans les rues. Pour l'historien américain, cet ordre résulte d'un processus de sélection au cours duquel certaines idées sont promues par le biais des plus puissantes machines culturelles du pays. Il nous invite à réexaminer ces idées et réaliser comment elles s'opposent à notre expérience du monde pour être en mesure de contester l'idéologie dominante.

Traduit par Frédéric Cotton, ce précieux ouvrage sortira courant mars aux éditions Agone.

MANIFESTONS

20

PARIS Meeting public organisé par le Ministère de la Régularisation sur le thème : « Quelle méthode de lutte pour la régularisation de tous les sans papiers ». Rendez-vous à 15 heures, rue Baudelique (Métro Simplon).

22

NANTERRE projection-débat sur le thème « Sans-papiers, migration et néocolonialisme ». Projection de plusieurs documentaires courts suivi d'un débat avec RESF, Survie Paris Ile-de-France. Rendez-vous à 18 heures Amphi B, Université Nanterre, 200 avenue de la République (RER A/Transilien Nanterre Université).

24

BOBIGNY Manifestation devant la Préfecture à partir de 13 heures pour la Régularisation, à l'appel du Ministère de la Régularisation

27

DONZÈRE Marche pour la Dignité. Départ de Montélimar à 10 heures, place de la mairie. Départ de Viviers à 12 heures 30, place de la Roubine. A 13 heures 30 : convergence à Châteauneuf-du-Rhône. Arrivée à 15 heures à la mairie de Donzère - dirigée par M. Besson. Toutes les informations sur <http://astidrome-ardeche.blogspot.com/>

27

PARIS Réunion de la Commission Séjour-Europe. Rendez-vous à partir de 14 heures samedi au Siège de la FASTI (58 rue des Amandiers, 75020 Paris). Fin des travaux dimanche 28 à 13 heures.

01

FRANCE La journée sans immigré-e-s: 24 heures sans nous. Toutes les informations sur <http://www.la-journee-sans-immigres.org/>

06

PARIS Manifestation Nationale pour la Régularisation de Toutes les personnes sans papiers. Départ à 13 heures du Ministère de la Régularisation, rue Baudelique (Métro Simplon, Ligne 4).

06

NANTES Journée de Formation juridique organisée par le GASProm-ASTI de Nantes et ses partenaires sur les Visas. Rendez-vous à la Maison de l'Avocat, rue de la Noue bras de fer à 9 heures 30.

08

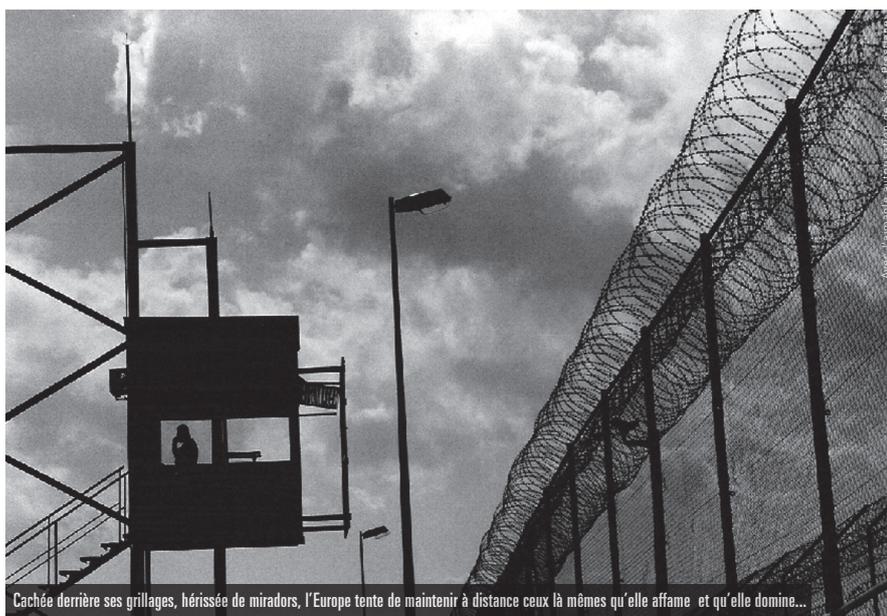
PARIS A l'occasion de la Journée de la lutte des Femmes et lancement de la Marche Mondiale des Femmes. Rendez-vous Place de la Nation à 18 heures 30.

15

FRANCE Lancement de la Semaine d'éducation contre le racisme se terminera par une Marche le 21 mars. Toutes les informations sur <http://www.semaineeseducationcontreleracisme.org/>

OUVRONS LES FRONTIÈRES

BULLETIN MENSUEL D'INFORMATION DES ASTI



Cachée derrière ses grillages, hérissée de miradors, l'Europe tente de maintenir à distance ceux là mêmes qu'elle affame et qu'elle domine...

La dernière réforme du CESEDA est une nouvelle félonie. La cinquième en six ans. Pourquoi un tel acharnement contre les personnes migrantes ? Pourquoi ? Chez Sarkozy et consorts la raison importe peu. Entre le débat sur l'identité nationale, la commission sur le voile et la dernière loi sécuritaire, le gouvernement sarkozyste entend jeter l'opprobre sur l'étranger. On pourrait être tenté de croire que le président essaie ainsi de faire oublier l'inanité de sa politique. Qu'il prépare les prochaines élections. L'allongement de la durée de rétention, l'abaissement des garanties – pourtant déjà très parcellaires – offertes aux personnes migrantes menacées d'expulsion, la possibilité de créer des zones d'attente n'importe où en France ne seraient alors que des arguments électoraux. Des arguments destinés à cette frange de la population aigre et xénophobe... Sûrement. Mais en partie seulement. Car en rognant peu à peu les droits des personnes étrangères à circuler, à aimer, à travailler, M. Sarkozy et ses séides se livrent insidieusement à des expériences sur les libertés publiques. L'augmentation des gardes à vue, la policarisation de l'Éducation Nationale, l'irruption de la police antiterroriste dans la surveillance des « personnes solidaires avec les sans papiers » sont autant d'indices qui devraient alerter l'opinion publique française. Et pourtant, beaucoup restent sourds. Détournent pudiquement les yeux quand la police raffe au faciès. Cette nouvelle réforme du CESEDA nous oblige à livrer une nouvelle bataille. Une bataille pour les droits de celles et ceux dont nous sommes solidaires. Mais aussi une bataille pour nos libertés. Pour la Liberté. ■

EDITORIAL

Le contexte politique actuel dans le monde est complexe et les atteintes aux droits de l'homme innombrables. Le monde associatif est de plus en plus menacé dans un système où l'individualisme est prôné par le pouvoir. Les magouilles politiques n'ont de cesse d'exploiter les ressources, la main-d'œuvre, la misère... Sans même voir que la planète et les populations sont en danger de mort.

En France les droits des travailleur-euse-s, le droit à la santé et à la dignité sont perpétuellement menacés et ce avec l'appui d'une force de répression de plus en plus forte. Les lobbies politiques cherchent à bernier la population dans une logique de pouvoir. Les positions hypocrites des un-e-s et des autres sur l'immigration en cette période de campagne électorale nous le prouvent aisément.

Les classes populaires en France et dans le monde ne cessent de subir ces attaques sans même comprendre d'où elles viennent. Parmi ces victimes, les plus touché-e-s sont les sans papiers. Des hommes et des femmes qui vivent une précarité poussée à son paroxysme. Sans papier voudrait-il dire sans droit ? Non cela n'est pas le cas et ne doit en aucun cas le devenir. Les luttes qu'ils-elles peuvent mener doivent être aussi nos luttes car ce n'est pas pour un pays qu'il faut nous battre mais bien ensemble contre un système qui ne nous voit que comme des pions. Des pions qui s'agitent pour produire une richesse incalculable et dont nous ne verrons, pour la plupart, même pas la couleur. C'est en s'inscrivant dans une logique de lutte globale et intransigeante contre ce système que la FASTI entend mener son combat pour le droit des sans papiers, car nos droits sont aussi leurs droits.

Ouvrons les frontières Bulletin mensuel d'information des Asti

édité par la FASTI, 58, rue des Amandiers, 75020 Paris 01 58 53 58 53

Une information à communiquer, une idée à partager, un appel à manifester à relayer ?

Ce bulletin d'information est le vôtre. Envoyez un courriel à simon@robasefasti.org

Pour suivre l'activité de la Fasti en direct, inscrivez-vous sur la liste d'information en envoyant un mail à informations@robasefasti.org

Rédaction et Mise en Page: Simon Mazurelle

Conseil et support technique : Ateliers et Chantiers Réunis

Le Bureau fédéral

ASTI d'ISSY-LES-MOULINEAUX

Le 13 février dernier, la fête « des Galettes du monde » a été l'occasion, pour celles et ceux qui participent aux diverses activités de l'ASTI (Association de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés), de se retrouver autour de galettes et gâteaux venus de toutes les parties du monde dans une ambiance musicale. « *Les amis de Tsuica* » ont conquis par la musique et les danses d'Europe centrale, les deux cents personnes présentes. Un concours de costumes a permis aux jeunes et aux enfants de rivaliser d'élégance. ■

ASTI de CAEN

Le 6 février dernier, au Mémorial de Caen, le Collectif 14 pour le Respect des Droits des Étrangers co-organisait, avec L'Association des Amis du Concours International de Plaidoiries un débat intitulé : *quels Droits et quelles solidarités pour les personnes étrangères dans notre pays*. Plusieurs personnalités locales, comme Serge Kroichvili, président de la section de la LDH de CAEN, Jean Lemoine, correspondant de la Défenseure des Enfants dans le Calvados ou encore Yves Marquer, représentant du Collectif 14 ont participé à ce débat. Le 2 mars prochain, l'ASTI, présentera aux côtés du RESEF, le film *Harragas* de Merzak Allouache, au Café des Images d'Hérouville-Saint-Clair. ■

ASTI de DOURDAN

À la fin du mois de janvier, les bénévoles de l'ASTI de Dourdan ont participé à une grande opération de solidarité avec les Restos du Cœur initiée par le personnel hospitalier de la ville. Par ailleurs, le 12 mars prochain, l'ASTI tiendra son assemblée générale annuelle. ■

ASTI de PETIT-QUEVILLY

Le dernier 23 janvier dernier, l'ASTI organisait une Fête des Couleurs. Cette initiative festive et militante a rassemblé de nombreuses personnes autour des militantes et des bénévoles de cette ASTI de la banlieue rouennaise. ■

ASIP - ASTI de l'EST PARISIEN

L'ASTI de Paris est de nouveau en activité. Pour l'heure, c'est la FASTI qui abrite les locaux de cette « nouvelle »

ASTI. Très rapidement, leurs activités et leurs horaires seront mis en ligne sur le site de votre fédération. En attendant, vous pouvez les contacter par courriel est asti.paris@gmail.com. ■

ASTI de SAINT-QUENTIN

L'ASTI 02 est au cœur d'un projet visant à envoyer sept adolescents de la Mission Locale de Saint-Quentin et quatorze autres dont les parents sont originaires de Lobaly (au Sénégal) pour un séjour de rupture de 15 jours. L'objectif est de créer un jardin



tropicalisé avec l'association des jeunes du village de Lobaly. Ces jeunes qui sont pour la plupart dans des situations assez difficiles (échec scolaire, désocialisés.... prison ou encore en centre fermé) et dont Maurice Gomis, l'une des chevilles ouvrières de l'ASTI de Saint-Quentin, est très souvent amené à s'occuper. Fruit d'un partenariat avec l'ADSEA la mission locale et l'association des immigrés de Lobaly, ce séjour sera l'aboutissement de trois années de travail (montages de projets pour collecter des fonds). Avant de partir, les jeunes ont suivi une formation de sept jours avec des ingénieurs agronomes d'Angers qui connaissent parfaitement l'Afrique. ■

GASProm-ASTI de NANTES

L'ASTI de Nantes qui a repris ses formations

juridiques proposera le 25 février prochain une soirée de travail sur les recours en droit administratif. De plus, le 6 mars, le GASProm organisera avec ses partenaires locaux, et notamment des avocat-e-s nantais-e-s une journée de formation sur les visas et leurs conditions d'attribution. (*Retrouvez tous les détails dans la rubrique Manifestons en page 4, N.D.L.R.*) Par ailleurs, une Commission du GASProm travaille actuellement à la préparation d'une exposition dans le cadre du Château des Ducs de Bretagne sur « Les Nantais-es venu-e-s d'ailleurs » prévue pour le 1^{er} semestre 2011. ■

ASTI de DRÔME-ARDÈCHE

Les ASTI de la région appellent, aux côtés de leurs partenaires, à une marche pour la dignité vers Donzère (26), dont l'édile n'est autre qu'Éric Besson. Les slogans de cette marche seront : suppression du Ministère de l'Identité Nationale; contre la politique de l'immigration; contre le traitement infligé aux Demandeurs d'Asile. (*Retrouvez tous les détails dans la rubrique Manifestons en page 4, N.D.L.R.*) ■

AHSETI - ASTI du HAVRE

Les militantes havraises préparent activement le 8 mars qui marquera le 100^{ème} anniversaire de cette journée consacrée aux luttes des femmes. Une exposition photo, un spectacle de danse assuré par Elodie Rocton et ses élèves, de la cuisine du monde entier et un temps pour recueillir des témoignages de femmes, pour cette action, l'AHSETI s'est associée avec Femmes Solidaires et Médecins du Monde. Pour des raisons d'opportunité, cette journée se déroulera le 7 mars de midi à 20 heures dans la salle Louis Blanc (277 rue de la Cavée-verte). ■

ASTI de PERPIGNAN

À l'occasion de la Journée du 8 Mars pour la Lutte des Femmes l'ASTI 66 organisera une action sur le féminicide en RDC. À cette occasion, les militant-e-s ont invité Elza Vumi, une femme congolaise qui a participé à la prise de conscience en Europe (*Voir la brochure sur le Féminicide en RDC sorti le 25 novembre dernier par la Commission Fédérale Femmes de ma FASTI, N.D.L.R.*). En soirée, elles-ils participeront avec le Collectif droit des femmes à une marche nocturne pour se réapproprier la rue la nuit. ■

Cette année, la Commission Femmes va lancer une grande étude sur « Les femmes migrantes et les ASTI : besoins, perceptions, pratiques. ». Yasmine Flitti, coordinatrice de la Commission Fédérale Femmes, dévoile ce projet.

L'ETHNO-SOCIOLOGIE au service des femmes migrantes et des ASTI

OLF : Pourquoi mener une telle étude dans les ASTI ?

YASMINE FLITTI : Les ASTI développent de nombreuses actions au bénéfice des femmes migrantes. La Commission Fédérale Femmes existe depuis 1992, et une dizaine d'ASTI possèdent leur propre Commission Femmes. Les ASTI, à travers ces commissions et plus globalement, développent des actions diverses et variées envers les femmes, comme l'accompagnement juridique, la formation linguistique, l'insertion professionnelle, des activités socio-culturelles, etc.

Il nous paraissait donc intéressant voire nécessaire d'évaluer ces actions au regard de la (des) réalité(s) des femmes migrantes. Et ce afin de déterminer : quels sont les points forts de ces actions et quels sont les obstacles éventuels à un accompagnement efficace de ces femmes ? Ou encore comment ces actions sont-elles perçues par les femmes bénéficiaires ?

Quels objectifs poursuivez-vous ?

YASMINE FLITTI : Nous en avons défini trois. Le premier est de faire ressortir les besoins et

les perceptions des femmes bénéficiaires, en prenant en compte leurs différences. Le second est d'analyser les politiques publiques et leurs effets sur les actions associatives. Enfin, nous voulons, au terme de l'étude, offrir la possibilité d'un regard extérieur analytique dans le but d'optimiser l'efficacité de l'accompagnement et de renforcer l'implication des femmes dans l'espace associatif.

OLF : Quelles forme va prendre cette étude ? Autrement quelle méthodologie sera appliquée ?

YASMINE FLITTI : Pour réaliser cette étude, nous envisageons de mener une enquête alliant entretiens semi-directifs et observation participante. L'observation participante permet en effet d'articuler le discours avec leurs pratiques, qui ne sont évidemment pas forcément accordés. Cette approche permettra notamment d'observer les interactions entre les femmes bénéficiaires et les membres des associations, dans les discours comme dans les pratiques, point très important de l'étude. Les entretiens viseront : des membres des associations ayant affaire aux femmes

bénéficiaires, dans les commissions femmes et en dehors de celle-ci ; des femmes bénéficiaires des associations, et si possible des femmes non bénéficiaires (situées dans l'entourage des premières par exemple).

OLF : Qui sera chargée de mener cette étude ?

YASMINE FLITTI : C'est Meriem Rodary, une ethno-sociologue formée à l'EHESS. Son travail de doctorat a porté sur la réalité de femmes qui exercent les activités de *neqqâfa* (« ordonnatrice des cérémonies ») et de *neqqâsha* (« poseuse de henné »), dans un quartier populaire de Marrakech. Elle s'est intéressée sur les diverses formes d'oppression que ces femmes subissent en tant que femmes, de classes populaires et Marocaines, dans une perspective qui croise les rapports sociaux de genre, de classe et postcoloniaux. ■

Pour en savoir plus vous pouvez contacter Yasmine Flitti, coordinatrice de la Commission Femmes de la FASTI (comfemmes@fasti.org)

Recueillir la paroles des retenu-e-s pour témoigner de l'horreur de l'Europe-Forteresse

La campagne anti-CRA portée par la Commission Séjour-Europe est l'occasion d'un travail partenarial privilégié avec Migreurop. Julia Burtin nous en dit davantage : « **Droit de regard dans les lieux d'enfermement** » est une campagne contre l'enfermement des migrants, lancée par Migreurop il y a environ un an et demi. Il s'agit d'établir une veille concernant l'enfermement dans différents pays d'Europe, d'Afrique ainsi qu'en Turquie en essayant de faire connaître la réalité et les conditions de détention des étrangers dans ces centres ; de témoigner sur les conséquences de cet enfermement et sur les situations conduisant aux violations des droits des migrants ; de jouer un rôle d'alerte et de défense des étrangers détenus.

Dernièrement, nous nous intéressons aux initiatives menées pour faire sortir la voix des migrants des lieux d'enfermement. Je m'occupe de la récolte de témoignages et de la conception du blog sur lequel sera présenté ce travail. Le prin-

cipe de cette étape de la campagne est de récolter des témoignages de centres de rétention, de centres d'accueil de demandeurs d'asile ou de toutes autres formes de camps fermés ou ouverts en Europe ou dans les pays tiers, et par là même, présenter les différents moyens d'accès de la société civile dans ces lieux d'enfermement. En d'autres termes, nous souhaitons à la fois présenter des témoignages, et expliquer comment les personnes, collectifs, associations, ONG ont obtenu l'information.

Pour le moment, nous avons des témoignages de Roumanie, Turquie, Suède, Espagne, Hollande, Ukraine, France. À venir, Grèce, Chypre et zones d'attente françaises. Nous privilégions les témoignages à la première personne (retranscrits, audio ou vidéo), racontant la vie quotidienne en rétention, les conditions de rétention, l'accès aux soins, les relations avec le personnel des centres, les relations avec les autres retenus, les révoltes à l'intérieur des camps, la possibilité de communiquer avec l'extérieur, les anecdotes

ou autres souvenirs... Le témoignage peut être très court, ou plus long, nous n'avons pas d'impératif de forme...

Il est vrai que concernant la France nous n'avons que peu de témoignages, et que ceux que nous avons concernent principalement les CRA de Vincennes et de Mesnil Amelot. Il serait donc très intéressant d'obtenir des témoignages d'autres CRA, voire CADA, et que les personnes qui les ont collectés nous racontent comment elles ont procédé. Nous comptons donc beaucoup sur les militantes des ASTI... ■

Retrouvez toutes les informations sur la campagne **Droit de Regard dans les lieux d'enfermement** sur le site de Migreurop (<http://www.migreurop.org/>) ou contactez Salamata Ly, la coordinatrice de la Commission Séjour-Europe de la FASTI.